

L'hon. Robert K. Andras (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): Monsieur l'Orateur, nous avons communiqué avec le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, comme l'a dit mon collègue (le secrétaire d'État aux Affaires extérieures), et nous lui avons signifié que nous appuierions et aiderions tout mouvement international propre à soulager la misère humaine qui sévit au Vietnam. Il n'y a pas eu de déclarations précises au sujet des réfugiés. Nous nous occupons avec diligence des parents parrainés et désignés de Canadiens et d'immigrants reçus au Canada qui se sont adressés à nos centres d'immigration canadiens ces derniers jours pour nous fournir les renseignements et les noms que nous avons envoyés à Saïgon. Je dois dire, toutefois, que nous avons beaucoup de difficulté à les retrouver au Vietnam.

Nous avons déjà reçu la semaine dernière 5,500 noms de personnes difficiles à localiser au Vietnam. Deuxièmement, le gouvernement vietnamien a fait clairement savoir qu'il n'entendait pas distribuer à pleines mains des visas de sortie à des adultes de 16 à 43 ans. Nos possibilités d'action sont donc limitées en l'occurrence, et nous nous sommes déclarés prêts à appuyer toute action internationale que le haut commissaire des Nations Unies pour les réfugiés voudrait bien envisager avec nous.

* * *

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

SUD-VIETNAM—LA POSSIBILITÉ D'UNE PROTESTATION À L'ASSEMBLÉE DE L'ONU AU SUJET DE LA RECRUESCENCE DES HOSTILITÉS

M. Eldon M. Woolliams (Calgary-Nord): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures et fait suite à sa réponse au député de High Park-Humber Valley à propos de l'attitude du gouvernement canadien au sujet de l'offensive militaire de grande envergure qui a frappé injustement des orphelins, en particulier au Sud-Vietnam. Le gouvernement a-t-il protesté officiellement, compte tenu de la position que vient d'exposer le ministre, par les voies officielles des Nations Unies, et sinon, pourquoi?

L'hon. Allan J. MacEachen (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, nous n'avons pas protesté officiellement. Certes, nous approuvons l'analyse de la situation sur le plan humain qu'a récemment faite le Secrétaire général, mais nous n'avons pas fait de démarches auprès des Nations Unies.

Questions orales

M. Woolliams: Monsieur l'Orateur, le ministre serait-il prêt à nous dire pourquoi?

M. MacEachen: Monsieur l'Orateur, ce que nous essayons de faire actuellement, c'est d'avoir une action humanitaire constructive, et d'aider dans toute la mesure du possible les civils innocents. Il semble que ce soit ce que le Canada a de mieux à faire à l'heure actuelle, car son rôle politique se borne pour l'instant à demander aux deux parties de mettre fin aux hostilités, comme il l'a déjà fait et comme il va continuer à le faire.

* * *

L'AGRICULTURE

LA CONTINGENTEMENT DES IMPORTATIONS DE BÉTAIL DE BOUCHERIE AMÉRICAIN—LA POSSIBILITÉ DE LEVÉE

M. Gordon Ritchie (Dauphin): Monsieur l'Orateur, j'ai une question pour le ministre de l'Agriculture. Peut-il dire à la Chambre si le contingentement relatif au bétail imposé par les États-Unis pour une durée d'un an sera levé ou abandonné après cette période? Peut-il, après sa visite à Washington, donner aux éleveurs canadiens l'espoir d'avoir de nouveau accès au marché des États-Unis?

L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, je ne vois pas très bien ce qu'entend le député par lever le contingentement relatif au bétail. Peut-être pourrait-il s'expliquer. Quant à la réunion qui s'est déroulée entre moi-même, mon homologue, le secrétaire de l'Agriculture des États-Unis, et les fonctionnaires de nos ministères respectifs, elle a été très positive.

M. Ritchie: Monsieur l'Orateur, la première partie de ma question concernait le contingentement imposé par les États-Unis sur le bétail importé actuellement au Canada.

M. Whelan: Monsieur l'Orateur, tout dépend des réunions qui, nous l'espérons, suivront la rencontre très positive de mercredi dernier à Washington. Il faut discuter de ces questions et mettre au point des programmes appropriés. A mon avis, ils pensent comme nous.

* * *

● (1440)

LES TRANSPORTS

LA DÉSAFFECTATION DE VOIES FERRÉES—LA DÉCLARATION PROMISE AU SUJET DES MODALITÉS D'EXAMEN DU PROJET

M. Don Mazankowski (Vegreville): Ma question s'adresse au ministre des Transports. Le 11 mars, le ministre a promis qu'il ferait, au cours de la semaine, une déclaration sur la forme et les modalités que prendrait l'examen du projet de 6,000 milles de voies ferrées prévues pour une période de un an, jusqu'à la fin de 1975. Je me demande si le ministre a déjà élaboré la forme que revêtira cet examen et s'il peut nous indiquer la date de sa déclaration?

L'hon. Jean Marchand (ministre des Transports): Il y a eu quelques petits retards, que chacun comprendra. J'espère pouvoir la faire cette semaine, monsieur l'Orateur.